

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

À Bourges, le 20 novembre 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE

Commune de

LA PERCHE et AINAY LE VIEIL

Objet : Demande d'autorisation de poursuivre et d'étendre une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes de LA PERCHE et AINAY LE VIEIL.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par transmission reçue le 28 janvier 2010, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher nous a adressé le dossier de demande d'autorisation visé en objet.

Ce dossier a été établi par M Gilbert GUIGNARD, en sa qualité de gérant de la SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE, pour un projet de renouvellement et d'extension de la carrière actuellement implantée au lieudits « La Saulzie » et « La Grande Saulzie », sur les communes de La Perche et Ainay le Vieil. Le siège social de cette société est sis à La Perche – 18200 – St Amand Montrond.

Dans le cadre de la procédure d'instruction, des compléments d'informations portant sur la compatibilité du projet avec le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI), la définition de l'espace de mobilité et les aspects faune – flore, ont été demandés à l'exploitant.

Ils ont induit des modifications importantes du projet initial et conduit au dépôt d'un nouveau dossier le 9 mars 2011, complété le 26 novembre 2013 puis le 8 janvier 2014.

En particulier, une zone de prairie humide ainsi qu'une surface dédiée à l'Agrion de Mercure, représentant environ 3,5 ha, ont été exclues de la zone exploitable.

PJ : 1 plan de localisation (annexe 1)
1 plan cadastral (annexe 2)
Plan de remise en état (annexe 3)
Détermination de l'espace de mobilité (annexe 4)
Projet d'arrêt préfectoral

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30
Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10
6, Place de la Pyrotechnie – CS 70004
18021 Bourges Cedex
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Cette demande porte sur les parcelles suivantes:

Pour les parcelles déjà autorisées, sur le territoire de la commune de La Perche, et pour lesquelles le renouvellement de l'autorisation est sollicité.

Section AD n° 50 à 62,

pour une superficie de 187 753 m².

Pour les parcelles sollicitées en extension.

- sur le territoire de la commune de La Perche :

Section AB n° 33, 34, 46, 51, 98 à 101, 103 et 104 pour partie.

- sur le territoire de la commune d'Ainay le Vieil :

Section AL n° 55, 66 à 70, 74 à 82, 85 à 90, 114 à 118,

pour une superficie de 412 380 m².

L'ensemble du périmètre sollicité représente une superficie totale de 600 133 m².

Un extrait de carte au 1/200 000 et 1/25 000 localisant le site est joint en annexe 1 du présent rapport.

Un plan cadastral comportant le périmètre sollicité est également joint au présent rapport (annexe 2). Ce plan comporte également les zones que l'exploitant a retiré du périmètre exploitable.

1 - OBJET DE LA DEMANDE.

1.1 - Nature et volume des activités.

La demande présentée par le pétitionnaire relève du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et au titre de la loi sur l'eau.

Au titre des installations classées :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement
2510	1	A	Exploitation de carrière de sables et graviers alluvionnaires. Production sollicitée : - maximale 65 000 t/an - moyenne 60 000 t/an.	Carrière à ciel ouvert	Néant

A : autorisation

Au titre de la loi sur l'eau :

Rubrique	Activité	Seuils	Critères de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eau dans le sol ou le sous sol (correspond à l'infiltration des eaux pluviales sur le site)	S=surface du projet $S \geq 20$ ha (A) $1\text{ha} < S < 20$ ha (D)	$S \geq 20\text{ha}$	A
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	$S > 10\,000\text{m}^2$ (A) $400\text{ m}^2 < S < 10\,000\text{ m}^2$ (D)	$S > 10\,000\text{ m}^2$	A

Rubrique	Activité	Seuils	Critères de l'installation	Régime
3.2.3.0	Plan d'eau (creation)	S ≥ 3 ha (A) 0,1ha < S < 3 ha (D)	S des plans d'eau > 3 ha	A

A: Autorisation; D: Déclaration.

1.2 – Historique administratif et description de la carrière actuelle.

Cette carrière a été autorisée pour la première fois le 23 juillet 1979 pour une durée de 8 ans au profit de Monsieur Alexandre LEPELTIER. L'autorisation a été transférée par arrêté préfectoral du 20 octobre 1980 à la SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE. Par arrêté préfectoral du 29 juin 1987, l'exploitant a été autorisé à poursuivre l'exploitation pour une période de 7 ans. L'arrêté préfectoral du 14 décembre 1988 autorise la SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE à exploiter et à étendre ladite carrière pour une durée de 8 ans. Enfin l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998 autorise le même exploitant à poursuivre et à étendre l'exploitation de cette carrière pour une durée de 12 ans. L'autorisation d'exploiter cette carrière est donc échue depuis le 5 octobre 2010.

Par courrier du 27 juillet 2010 la SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE a attiré l'attention du préfet du Cher sur le fait que, bien qu'ayant déposé son dossier en décembre 2009, soit 9 mois avant l'échéance de l'autorisation, la procédure actuellement en cours ne pourrait être terminée avant l'échéance de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998. L'exploitant a donc sollicité l'autorisation de poursuivre l'exploitation de cette carrière dans l'attente de la décision qui interviendra à l'issue de l'instruction du dossier qu'il a déposé pour cette carrière.

Des situations semblables à celle ci sont évoquées dans la circulaire du ministre chargé de l'environnement du 10 mai 1983, relative au cas des établissements nécessitant une régularisation administrative, ainsi que dans celle du 25 septembre 2001 relative aux Installations classées - Procédure d'instruction des demandes d'autorisation. Elles prévoient d'édicter des mesures provisoires dans le cas de risques ou inconvénients qui ne peuvent être prévenus dans des délais raisonnablement courts et inférieurs aux délais d'instruction.

Dans cette situation, un arrêté préfectoral, imposant à la SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE des prescriptions techniques dans l'attente de la décision relative à la demande de régularisation administrative, a été notifié à l'exploitant le 14 janvier 2011.

Cette carrière est implantée au sud de St Amand Montrond, en rive gauche du Cher, sur les communes de La Perche et d'Ainay le Vieil. L'accès se fait par la RD 2144 (ex RN 144) et par le chemin rural dit de La Perche.

Les plus proches maisons sont implantées à 30 m et 560 m au sud, 220 m à l'est du périmètre de renouvellement et à 330 m au sud - est du périmètre d'extension. Les habitations du bourg d'Ainay le Vieil sont implantées à 640 m au nord ouest du périmètre d'extension.

Le projet est encadré par le Cher et des champs entrecoupés de bois, de champs, de haies et de ruisseaux.

L'exploitation de la carrière et des installations de traitement emploient 10 personnes de façon régulière et 14 temporairement.

A noter que l'autorisation d'exploiter l'activité de traitement des matériaux, correspondant à la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998. De plus les parcelles concernées par la rubrique n° 2515 sont distinctes de celles concernées par la rubrique n° 2510.

La SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE fait partie intégrante du groupe GUIGNARD.

Elle exploite 2 autres carrières de sable et graviers dans le département du Cher sur les communes de Thénieux et Épineuil le Fleuriel. Le groupe GUIGNARD exploite, outre une carrière de gneiss à St Saturnin dans le département du Cher, d'autres carrières dans les départements de l'Indre et de la Haute Vienne.

1.3 Présentation de la demande.

La superficie sollicitée est de 18 ha 77 a 53 ca en renouvellement dont 47 a exploitable à la date de dépôt du dossier initial, en 2010, et de 41 ha 23 a 80 ca en extension dont 29 ha 14 a sont exploitables.

Depuis cette date, la partie sollicitée en renouvellement est pratiquement terminée d'exploitation.

La partie exploitable, sollicitée en extension, de 29 ha 14 a présente les caractéristiques suivantes :

Réserves de matériaux en place : 1 482 000 tonnes

Production moyenne annuelle sollicitée : 60 000 tonnes

Production maximale annuelle sollicitée : 65 000 tonnes

Cote minimale du fond de fouille : 153 m NGF

Épaisseur moyenne du gisement : 3,20 m

Durée sollicitée : 28 ans.

Cette exploitation comportera les étapes suivantes :

1) Le défrichement.

Il concerne un linéaire de haie de 1,90 km et une surface de peupleraie de 0,20 ha. Cette surface étant inférieure à 4 ha, aucune demande de défrichement n'a été nécessaire.

2) Le décapage et le stockage des terres végétales et des stériles.

Ces opérations seront réalisées à la pelle hydraulique et au chargeur. Les matériaux seront transportés par tombereaux. Les terres, non réutilisées immédiatement dans le cadre du réaménagement, seront stockées en merlons parallèlement au sens d'écoulement du Cher. Ces opérations auront lieu au début de l'automne, hors période de nidification.

3) L'extraction.

Elle est réalisée en eau, sans rabattement de nappe, à l'aide d'une dragueline. Le tout venant sera repris, après égouttage, au chargeur pour être chargé dans une trémie, d'où il sera convoyé par bande transporteuse jusqu'à l'installation de traitement. Il sera lavé, concassé, criblé pour produire les granulométries attendues sur le marché des matériaux.

4) Le phasage d'exploitation.

La durée sollicitée étant de 28 ans dont 22 mois de remise en état, le plan de phasage comporte 5 phases quinquennales et une phase de 3 ans.

1.4 Cadre administratif de l'instruction.

Il s'agit d'une nouvelle demande d'autorisation qui s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles R 512-2 et suivants du code de l'environnement

1.5 Maîtrise de l'urbanisation.

Les communes de La Perche et d'Ainay le vieil ne disposent d'aucun document d'urbanisme (POS, PLU ou carte communale). C'est donc le règlement national d'urbanisme qui s'applique. Il n'interdit pas ce type d'exploitation.

2 . PROCEDURE D'INSTRUCTION.

2.1 Avis de l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale a émis, le 1^{er} avril 2014, un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis, joint au dossier lors de l'enquête publique a conclu que :

« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Bien que la méthodologie utilisée pour évaluer les risques sanitaires montre quelques imperfections, l'autorité environnementale considère que le dossier présente une analyse correcte des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales, hormis ceux liés à l'espace de mobilité du Cher.

En effet, les impacts inhérents au caractère provisoire des enrochements situés en bordure de la rivière « Le Cher » n'ont pas été pris en compte par l'exploitant, aboutissant ainsi à une évaluation incorrecte de l'espace de mobilité. Si le demandeur ne modifie pas son projet, il reviendra à l'autorité décisionnaire de prendre toute mesure adaptée pour y répondre.

Les autres mesures prévues dans le dossier sont pertinentes, notamment l'évitement des zones les plus sensibles pour la biodiversité. Toutefois, le dossier aurait pu prévoir un suivi qualitatif des deux plans d'eau pendant l'extraction. De plus, il est recommandé que l'efficacité des mesures liées à la réduction de l'impact sonore soit vérifié lors du démarrage de l'activité.»

L'impact inhérent à l'espace de mobilité est traité dans la suite du rapport (Cf § 3).

2.2 Enquête publique.

L'enquête publique, s'est déroulée du 7 mai 2014 inclus au 11 juin 2014 inclus, dans les communes de La Perche, Ainay le Vieil, La Celette, Colombiers et Coust pour le département du Cher et les communes de Braize, L'Ételon, Meaulne et Urçay pour le département de l'Allier. La mairie de La Perche a été désignée comme le siège de l'enquête.

Dans son rapport d'enquête du 10 juillet 2014, le commissaire enquêteur signale qu'au cours de l'enquête 35 observations écrites ont été recueillies. Vingt et une sont favorables au projet, huit sont défavorables et six constituent de simples informations.

Les observations formulées par les différents intervenants portent sur les thèmes suivants :

- Incidence sablière par rapport à l'ancien Canal du Berry,
- Mobilité de la rivière,
- Surexploitation de la rivière,
- Niveau de la rivière,
- Non conformité au PPRI,
- Risques pour l'environnement,
- Préservation de l'avenir,
- Sécurité du site,
- La remise en état,
- Les difficultés de consultation du dossier,

- Les lacunes du dossier,
- La notion de régularisation administrative,
- Le sentier de randonnée,

La synthèse de ces observations a été communiquée à l'exploitant le 16 juin 2014. Celui-ci a répondu au commissaire enquêteur le 25 juin 2014 sur l'ensemble des points soulevés.

2.3 Avis du commissaire enquêteur.

Dans ses conclusions du 10 juillet 2014, le commissaire enquêteur, après avoir analysé les observations du public ainsi que le mémoire en réponse de l'exploitant, émet un **avis favorable** au projet.

2.4 Avis des conseils municipaux.

Dans le cadre de la procédure d'instruction, les conseils municipaux des communes incluses dans le rayon d'affichage, sont appelés à donner leurs avis sur ce dossier. Ceux-ci ont formulé les avis suivants :

Commune de **La Perche**, le 20 juin 2014 : **Avis favorable** sans réserve.

Commune de **Coust**, le 16 juin 2014 : **Avis favorable** sans réserve.

Commune de **La Celette**, le 20 juin 2014 : **Approuve à l'unanimité le projet**, notant par ailleurs qu'aucune remarque n'a été formulée par ses concitoyens.

Commune de **d'Ainay, le Vieil** le 20 juin 2014 : **Avis favorable** sans réserve.

Commune de **Braize**, le 6 mai 2014 : **Avis favorable** sans réserve.

Commune de **Meaulne**, le 20 juin 2014 : **Avis favorable** sans réserve.

Commune de **Urçay**, le 20 juin 2014 : **Avis favorable** sans réserve.

Commune de **L'Ételon**, le 20 juin 2014 : « *Le conseil municipal regrette qu'à aucun moment dans le dossier il est mentionné que toute évacuation de la carrière se fasse par la route communale VC 5 située sur la commune de l'Ételon.*

Le conseil municipal ainsi que la Communauté de Communes du Pays de Tronçais demande qu'il soit signé une convention d'entretien de la VC 5 située sur la commune de l'Ételon.

Sous réserve de l'établissement de cette convention, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide de ne pas s'opposer à la demande de la Sablière de La Perche. »

La délibération du conseil municipal de Colombiers n'est pas parvenue au service instructeur.

2.5 Avis des services.

2.5.1 Avis de la Délégation Territoriale du Cher de l'Agence Régionale de Santé.

Ce service consulté dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale émet l'avis suivant le 6 mars 2014 :

« Éléments du dossier hors Évaluation des Risques Sanitaires

Alimentation en eau potable

Les captages de Drevant se situent à 4,7 km en aval du projet et le captage de Coust se situe à 4,5 km en latéral par rapport au projet.

La carrière ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage d'eau potable.

Les locaux annexes à la carrière se trouvent au niveau de l'installation de traitement (hors dossier).

Proximité de la population

Les habitations les plus proches sont à 30m du périmètre de la carrière, puis à 220m, 330m, 560m, 850m.

Les établissements recevant du public les plus proches et les populations sensibles ont été identifiés (école de la Perche à 390m).

Environ 400 personnes sont exposées à moins de 1km du projet et 300 personnes sont exposées sous les vents dominants.

Évaluation des Risques Sanitaires

Bruit

Aucun tir de mine ne sera réalisé. L'exploitation sera diurne, du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Les sources de bruit ont été identifiées.

La rose des vents a été prise en compte, les vents dominants sont de secteur Ouest-Sud-Ouest et d'Est.

Une campagne de mesures du bruit ambiant (sans fonctionnement de la carrière) a été réalisée sur 5 points en zone à émergence réglementée. Une ambiance sonore assez calme (< 45 dB(A)) a été mesurée en 4 points. 1 point est supérieur à 45 dB(A) à cause de la proximité d'un ruisseau.

Une campagne de mesures du bruit avec le fonctionnement de la carrière de la zone de renouvellement d'autorisation a été réalisée sur :

5 points en zone à émergence réglementée,

3 points en limite de site.

Une non-conformité a été identifiée en 1 point : émergence de 14 dB(A) au lieu de 6 au lieu-dit La Saulzie sur la zone en demande de renouvellement. Vu le déroulement de l'exploitation, cette non-conformité est estimée durer 1,5 an.

Les mesures proposées par l'exploitant sont entre autres :

le remplacement des avertisseurs sonores de recul,

la limitation de la durée de fonctionnement de la bande transporteuse,

le suivi de la conformité des émissions sonores dès obtention de l'autorisation puis tous les 5 ans,

la prise de contact avec les personnes concernées par les éventuelles non-conformités mesurées afin de fixer des mesures de réduction des nuisances.

L'impact sonore dû à l'extension de la carrière a été modélisé grâce à un logiciel de simulation de propagation du bruit. Ces prévisions sont conformes.

Air

Les sources d'émission de poussières (argileuses et siliceuses) ont été identifiées.

La rose des vents a été prise en compte, les vents dominants sont de secteur Ouest-Sud-Ouest et d'Est.

Les mesures permettant de préserver la qualité de l'air sont :

l'exploitation en eau pour éviter les envols de poussières,

le transport du tout-venant par bande transporteuse.

Une évaluation quantitative des risques a été réalisée.

L'étude affirme que l'exposition des travailleurs face au risque d'inhalation de poussières est supérieure à l'exposition de la population voisine du site. Ce raisonnement ne peut être appliqué car une exposition à de fortes doses pendant une courte durée n'est pas forcément plus dangereuse qu'une exposition à une dose plus faible pendant une durée plus longue.

De plus, des valeurs limites d'exposition professionnelle ont été utilisées pour calculer des expositions de la population voisine du site. Ce raisonnement ne peut être appliqué car l'exposition du public ne peut être calculée qu'à partir de valeurs toxicologiques de référence (VTR). En l'absence de VTR, une évaluation qualitative du risque aurait été préférable.

Conclusion.

Une non-conformité sonore a été mise en évidence au lieu-dit la Saulzie : une émergence de 14 dB(A) a été mesurée. Cette forte émergence d'une durée d'environ un an et demie pourrait avoir un impact sur la santé de la population voisine du site en l'absence de mesures compensatoires. L'efficacité des mesures proposées par le pétitionnaire devra être vérifiée lors du démarrage de l'activité.

Le projet semble présenter globalement un risque acceptable pour la santé de la population compte tenu des connaissances scientifiques et techniques actuelles. Par conséquent, j'émet un **avis favorable** à ce dossier. »

2.5.2 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Le 1^{er} avril 2014, le Directeur du SDIS signale, qu'après étude du dossier ses services émettent les observations suivantes :

« Les personnels travaillant sur le site devront porter les équipements de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation (ex : casque). Ces matériels devront être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Les utilisateurs de la carrière devront être formés à l'emploi de ces matériels.

L'installation devra être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques (ex : extincteurs) ;

Des consignes de sécurité devront être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site. Ces consignes devront indiquer notamment :

Les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir de carburant,

Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),

Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des services d'incendie et de secours,

L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles afin de limiter les émissions de poussières, notamment dues à la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation.

La desserte interne du site sera assurée par une voie accessible en tout temps par les engins des sapeurs pompiers.

Le stockage de déchets sera interdit ainsi que leur brûlage à l'air libre.

Le présent projet est soumis à la réglementation de code du travail et du code de l'environnement.

Dans le respect des observations sus visées, j'émet un **avis favorable** à la réalisation de ce renouvellement. »

2.5.3 Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO).

Le 10 mars 2014, le Directeur de l'INAO signale que « l'activité projetée n'a aucune incidence sur les IGP concernées , et que l'INAO n'a en conséquence **aucune objection à formuler** à son encontre. »

2.5.4 Avis de la Direction des Affaires Culturels du Centre.

Le 29 avril 2014, le Directeur des Affaires Culturels du Centre a transmis l'arrêté préfectoral n°14/0217 du 29 avril 2014 du Préfet de la Région centre, définissant les modalités de saisine du préfet de région au titre de l'archéologie préventive.

2.5.5 Avis de la Direction Départementale des territoires.

Le **9 avril 2014**, le directeur Départemental des Territoires signale que le dossier appelle de sa part les observations suivantes :

«► Accès routiers et sécurité routière.

L'accès au site se fait depuis la RD 2144, puis un chemin communal. Cette nouvelle demande bénéficie des aménagements réalisés précédemment dans le cadre des accès au site (présence d'un tourne à gauche sur la RD 2144 dans l'Allier).

Le trafic engendré par l'activité est estimé à 22 allers/retours de poids lourds par jour en moyenne. La demande en cours ne prévoit pas a priori d'augmentation de trafic.

Au titre de la sécurité routière, le passage des poids lourds sur le pont enjambant le Cher n'a que peu d'influence sur le risque routier en général. En revanche, la conception de ce pont (structure, protection, ...) n'est pas adaptée pour être empruntée par ces véhicules. Les poids lourds et les véhicules de l'entreprise ne devraient pas emprunter ce pont qui ne garantit pas une totale sécurité pour leur circulation.

La situation administrative de ce pont construit par le carrier en 1989, n'a jamais été régularisée. En particulier, il n'y a pas d'autorisation d'occuper le domaine public fluvial (DPF). Il ne possède pas de parapet, il est par ailleurs dangereux et peut poser un problème de responsabilité en cas d'accident pouvant entraîner des dommages corporels ou une pollution du Cher. La question de la déconstruction de cet ouvrage à l'issue de l'exploitation de la carrière est également posée.

La situation administrative de cet ouvrage doit être régularisée avant la délivrance d'une autorisation de poursuivre ou d'étendre l'exploitation de la carrière. De plus, à l'occasion de cette régularisation il conviendra de vérifier, en application de l'article L214-17 du code de l'environnement, que cet ouvrage est géré, entretenu et équipé selon des règles définies pour assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation de poissons migrateurs.

La direction des routes du Conseil général du Cher a été consultée par mes services vous trouverez ci-joint son avis. Il conviendra de recueillir l'avis du Conseil général de l'Allier en ce qui concerne l'accès principal sur la route départementale qui relève de sa compétence.

► Risques.

Ce projet de carrière sur les communes de la Perche et d'Ainay-le-Vieil, concerne des terrains situés en zone A2 du PPRI de la rivière le Cher. Afin d'explicitier de manière plus précise les conditions restrictives des autorisations de carrières en zone A2 du PPRI de la rivière le Cher, le préfet a prescrit la modification de ce PPRI par arrêté préfectoral du 20 décembre 2013. Ce dossier sera en période d'information du public dans les mairies des communes concernées pendant un mois, du 31 mars 2014 au 2 mai 2014.

► **Consommation de l'espace.**

Les parcelles concernées par l'extension de la carrière ont fait l'objet d'une déclaration "PAC" au titre des aides agricoles au cours des cinq dernières années. Il conviendra de consulter la Commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA) sur ce dossier.

► **Environnement.**

Aspects naturels et forestiers

Le projet se situe en zone Natura 2000. Les conclusions de l'étude concernant les impacts potentiels vis-à-vis des espèces en présence se focalisent uniquement sur les espèces d'intérêts communautaires citées dans le document d'objectifs Natura 2000 (DOCOB) du site « coteaux, bois et marais calcaires de la Champagne Berrichonne », or les impacts doivent être pris en compte pour l'intégralité des espèces protégées.

Le pétitionnaire devra déposer une demande de dérogation, conformément au L.411-2 du code de l'environnement pour toutes les espèces protégées présentes sur la zone d'étude. Une autorisation de dérogation concernant le grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) a été obtenue par le pétitionnaire en 2013. Cependant, les données actualisées en 2013 lors du renouvellement du DOCOB du site « coteaux, bois et marais calcaires de la Champagne Berrichonne » montrent la présence d'espèces non prises en compte dans l'étude d'impact.

Les prospections datent de 2008 et les références utilisées sont celles du DOCOB de 2004. Cela explique probablement la non-prise en compte de données importantes, parmi lesquelles :

la présence avérée de la loutre d'Europe (*Lutra lutra*) sur la zone étudiée,

la présence probable du castor d'Europe (*Castor fiber*) sur la zone étudiée,

la présence d'habitat « forêt de frênes et d'aulnes » (typologie européenne "CORINE BIOTOPES" : 44.1)

Concernant la qualité de l'étude d'impact, on peut relever les points suivants :

L'étude d'impact n'a pas été actualisée.

L'expression « la natura 2000 » est utilisée à tort sans possibilités de savoir si elle fait référence au site lui-même, au DOCOB ou aux directives Natura 2000.

Dans la conclusion sur l'évaluation des incidences Natura 2000 l'auteur semble vouloir expliquer que la surface du projet rapportée à la superficie totale du site Natura 2000 suffit à conclure à l'absence d'incidence. Or, le pétitionnaire doit analyser les incidences de son projet vis-à-vis des objectifs de conservation du site : il est évident qu'un projet de 60 ha sur un site de 5000 ha (1,2%) ne peut pas remettre en cause la conservation du site en entier. Cela ne constitue pas un argument valable pour expliquer que l'activité de carrière n'aura pas d'incidence sur ce même site à l'échelle du projet. Au contraire, cela est caractéristique d'une évaluation des incidences Natura 2000 mal ciblée et mal proportionnée.

L'étude d'impact ne prend pas en compte les relevés faune, flore et habitats naturels communautaires du DOCOB du site Natura 2000 FR2400520 « Coteaux, bois et marais calcaires de la Champagne Berrichonne ». Les conclusions de l'évaluation des incidences Natura 2000 ne sont pas ciblées et proportionnées.

Par ailleurs, les travaux prévus sont soumis à demande d'autorisation de dérogation aux interdictions de perturbation et de destruction des espèces protégées et de leurs habitats conformément aux articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement.

► Aspect protection des milieux aquatiques

Ce dossier de renouvellement et d'extension de carrière a fait l'objet de très nombreux échanges entre la société des carrières de la Perche et la DREAL Centre, notamment pour ce qui concerne l'espace de mobilité du Cher.

Par courrier du 19 juillet 2013, M. le directeur régional de la DREAL Centre a fait part de son désaccord sur l'espace de mobilité pris en compte par le demandeur et propose une limitation de la zone d'extension de la carrière, carte à l'appui.

Il est en outre indiqué dans le compte rendu de la réunion du 12 septembre 2013 en sous-préfecture de Saint-Amand à laquelle la DDT était présente, qu'il y a désaccord sur le problème de l'espace de mobilité entre l'administration et le demandeur. Ce point est de nature à remettre en question la faisabilité réglementaire du projet. Au cours de cette réunion l'attention du pétitionnaire a été particulièrement attirée sur ce point.

Par ailleurs, l'étude d'impact identifie clairement un risque de capture de la rivière Le Cher par les plans d'eau de la carrière, suite à des crues du Cher (p 78 et 80 de l'étude d'impact). De même, il est clairement indiqué que des mesures seront nécessaires afin d'éviter la capture du Cher par l'un des deux plans d'eau (p 80 de l'étude d'impact).

Les travaux relatifs aux eaux superficielles sont exposés en pages 119 et 120 de l'étude d'impact. Ils concernent l'aménagement de déversoirs entre les plans d'eau et la rivière et l'aménagement des berges des plans d'eau. Cependant, l'efficacité de ces mesures vis-à-vis du risque de capture du Cher par les plans d'eau n'est pas analysée ni démontrée. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'affirmer que le projet n'aura pas d'impact fort sur les eaux superficielles, le réseau hydrographique et le risque de capture du Cher.

De plus, il est regrettable que les contours des plans d'eau et la forme des berges soient conditionnés par les quantités de matériaux disponibles, ce qui limite la prise en compte des objectifs écologiques.

Enfin, le schéma des carrières du Cher est en cours de révision. Conformément à la disposition 1D-5 du SDAGE Loire-Bretagne, les « zones de vallée ayant subi de très fortes extractions » ont été identifiées. Le secteur de la vallée du Cher entre les communes de la Perche et d'Épineuil-le-Fleuriel a été identifié en zone ayant subi de très fortes extractions. Le projet se situe dans cette zone, il contribuera à augmenter le ratio d'occupation des lits majeurs par le plan d'eau de carrière.

En conclusion, compte tenu :

de la situation administrative de l'ouvrage localisé sur le domaine public fluvial,

des lacunes et des imprécisions de l'étude d'impact dans l'analyse des enjeux relatifs à la biodiversité,

de la situation d'une partie du projet dans l'espace de mobilité du Cher et de l'insuffisance d'argumentation concernant les mesures compensatoires aux impacts sur les écoulements et les eaux superficielles,

j'émet **un avis défavorable** au projet présenté. »

L'exploitant ayant été informé de cet avis défavorable par courrier du 15 avril 2014, il a adressé un mémoire en réponse par courrier du 15 mai 2014. Ce mémoire a été transmis au **Directeur Départemental des Territoires**, lequel apporte les éléments suivants le **16 mai 2014**:

« Ouvrage de franchissement du Cher.

Le premier point qui a motivé l'avis défavorable de la DDT concernait la situation administrative de l'ouvrage de franchissement du Cher pour accéder à la carrière. Je vous confirme que cet ouvrage ne possède pas d'autorisation d'occuper le domaine public fluvial (DPF).

L'arrêté préfectoral n° 3268 du 5 octobre 1998 « autorisant Les sablières de La Perche poursuivre l'exploitation d'une carrière et ses installations annexe et à étendre la carrière précitée sur le territoire de La Perche » prévoyait en son article 2 (page 12) que la situation administrative de l'ouvrage de franchissement du Cher devait être régularisée immédiatement.

Depuis cette date aucune démarche n'a été entreprise pour la régularisation de cet ouvrage et mes services adresseront prochainement au pétitionnaire un projet d'autorisation d'occupation temporaire du DPF pour sa régularisation.

Cette autorisation temporaire prescrira, en particulier, le démontage de l'ouvrage de franchissement à l'issue de l'exploitation de la carrière et prescrira l'enlèvement régulier des embâcles, afin de ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Il serait judicieux que l'arrêté préfectoral reprenne ces prescriptions techniques.

Biodiversité : qualité de l'étude d'impact.

Le deuxième point portait sur la qualité de l'étude d'impact concernant la biodiversité et les demandes d'autorisation de dérogation aux interdictions de perturbation et de destruction des espèces protégées et de leurs habitats.

Après contact avec la DREAL Centre, le Service de l'Eau et de la Biodiversité confirme que le contenu de l'étude d'impact est peu actualisé et que la qualité du dossier est globalement médiocre. Mes services avaient bien relevé ce défaut.

Cependant, pour la DREAL, des modifications substantielles au projet ont été obtenues permettant de sauvegarder l'essentiel de la biodiversité (préservation de zone à Agrion de Mercure, préservation de la rypisylve du Cher et d'une partie des haies à Grand Capricorne).

Par ailleurs, au regard des données actualisées en 2013 du DOCOB du site « coteaux, bois et marais calcaires de la Champagne Berrichonne » et du fait que la ripisylve en bord de Cher sera maintenue dans le cadre de l'exploitation, la DREAL a jugé que les impacts sur les Castors et la Loutre ne seront pas significatifs au titre de Natura 2000 (pas de perturbation significative, et a fortiori pas de destruction de spécimens ou de site de repos ou de reproduction).

Mes services se rangent à l'avis de la DREAL sur ce point, par conséquent aucune dérogation ne se justifie pour ces deux espèces dans ce cas présent.

Espace de mobilité du Cher.

Le dernier point d'objection concernait l'espace de mobilité du Cher. Lors de la réunion du 12 septembre 2013, à la sous préfecture de St Amand Montrond, monsieur le sous préfet de a fait part de la position de l'ensemble des services de l'état. Cet avis a été exposé au pétitionnaire et une modification du périmètre de l'extension de la carrière a été suggérée. Dans son dossier il n'a pas tenu compte de cette proposition, par conséquent l'avis de la DDT ne changera pas sur ce sujet.

En conclusion, l'avis défavorable pourra être levé sur les deux premiers points, à condition que le pétitionnaire régularise l'ouvrage sur le Cher, en ce qui concerne l'espace de mobilité, l'avis défavorable est maintenu. »

2.5.6 Avis du Conseil général du Cher.

Le 26 mars 2014, le directeur des routes indique que :

« Les accès autorisés à l'époque étaient d'une part par la VC n° 204 rejoignant la RD 118 en agglomération de La Perche d'autre part par une voie rejoignant la RD 2144 au lieu-dit « La Maison Rouge » sur le territoire de la commune de L'Ételon située dans l'Allier.

Dans cette demande de renouvellement et d'extension, il est précisé que les productions envisagées sont identiques à celles actuellement autorisées.

De même, il est indiqué que l'accès principal de la carrière se fera depuis la RD 2144 par un chemin rural, chemin existant situé sur le territoire de la commune de L'Ételon dans l'Allier. La liaison entre la carrière actuelle et la zone d'extension se fera par un chemin communal sur une piste interne.

Considérant que l'accès principal à la carrière est situé sur une route départementale de compétence du Conseil Général de l'Allier, je **ne peux émettre d'avis**.

Je vous **invite donc à solliciter l'avis du Conseil Général de l'Allier.**»

2.5.7 Avis du Conseil Général de l'Allier.

Le 27 octobre 2014 le président du Conseil général de l'Allier signale que :

« Considérant que les caractéristiques techniques de la RD 2144 sont suffisantes et que le carrefour d'accès au chemin rural, aménagé avec voie centrale de tourne à gauche, présente les qualités requises,

Sachant qu'une convention pour l'entretien du chemin rural et la voie communale d'accès est prévue entre la SARL Les Sablières de La Perche et la Communauté de Communes du Pays de Tronçais, compétente en matière de voirie dans la commune de l'Ételon,

J'émet un avis **favorable** à la demande. »

3. CONSÉQUENCES DE L'INSTRUCTION SUR LE PROJET.

Dans le cadre de la procédure, le service instructeur a demandé, le 16 août 2012, la réalisation d'une tierce expertise sur la délimitation de l'espace de mobilité de la rivière « Le Cher ».

Après examen de ces nouveaux éléments, la détermination de l'espace de mobilité a été notifié à l'exploitant par courrier du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 juillet 2013. L'annexe de ce courrier définissant l'espace de mobilité est joint en annexe 4.

L'espace de mobilité de la rivière « Le Cher » est situé dans la partie nord est du périmètre sollicité. Il est donc proposé que l'autorisation ne porte pas sur ce secteur.

L'exploitant ne partage pas cette position. Il considère que cette délimitation n'est pas conforme à l'avis émis par le tiers expert.

La position du service instructeur résulte des considérations suivantes :

- « la tierce expertise a effectivement mis en évidence que la stabilité du Cher au droit du projet d'extension initial était due à la présence d'un aménagement. Néanmoins, en application de la réglementation, l'espace de mobilité du Cher doit être préservé derrière cet aménagement si aucun enjeu ne justifie son maintien à court ou moyen terme,
- les travaux menés au sein du laboratoire d'Emmanuèle Gautier, cité par le pétitionnaire, confortent l'analyse des services de l'État en mettant en évidence que le Cher est un cours d'eau mobile qui a été fortement impacté par la mise en place de protections de berge et par les extractions en lit mineur et en lit majeur. Dans le contexte de la Directive Cadre sur l'Eau, la préservation d'un espace de mobilité au-delà des aménagements anciens dans les secteurs dépourvus d'infrastructures à protéger, est une condition nécessaire pour une gestion équilibrée et durable des cours d'eau."

En réponse à la demande du service instructeur, formulée lors d'une réunion qui s'est tenue le 18 septembre 2014, l'exploitant a adressé, le 29 septembre 2014, un dossier complémentaire composé des éléments suivants :

- le plan parcellaire prenant en compte un périmètre d'exploitation amputé de l'espace de mobilité, tel que notifié par le DREAL,
- la liste des parcelles concernées par le nouveau périmètre,
- la surface sollicitée et la surface exploitable,
- le nouveau plan de phasage,
- le tonnage et le volume des matériaux à extraire,
- la production annuelle sollicitée,
- la nouveau plan de remise en état,
- l'actualisation des garanties financières.

Il en résulte que l'exploitant souhaite conserver l'intégralité du périmètre sollicité en autorisation. En revanche, le périmètre exploitable est bien amputé des parcelles ou parties de parcelles comprises dans l'espace de mobilité du cours d'eau.

La durée d'exploitation reste inchangée. Le tonnage exploitable annuellement est de 36 000 tonnes en moyenne, avec un maximum de 50 000 tonnes.

Le volume de matériaux à extraire représente 624 000 m³ soit 1 million de tonnes.

Ce dossier complémentaire a été transmis à monsieur le **Directeur Départemental des Territoires**, lequel a répondu dans un courrier du **29 octobre 2014** dans les termes suivants :

« Ce nouveau projet se situe bien en dehors de l'espace de mobilité du Cher qui a été déterminé par la DREAL Centre. Les objections au projet sur ce point peuvent donc être levées.

En ce qui concerne la régularisation administrative de l'ouvrage franchissant le Cher, celle ci nécessitera des délais incompatibles avec la délivrance de l'autorisation sollicitée. Je propose donc , sur ce point, de ne pas faire obstacle au projet, à la condition que l'arrêté d'exploitation précise dans un paragraphe spécifique que :

- l'ouvrage devra faire l'objet d'une autorisation temporaire d'occuper le DPF, avec paiement d'une redevance domaniale fixée par la DDFIP,
- l'ouvrage devra être déconstruit à l'issue de la période d'exploitation du site, soit pour l'extraction, soit pour le stockage et le tri des matériaux,
- l'ouvrage ne sera en aucun cas ouvert à la circulation publique, et seule la responsabilité du carrier pourra être engagée en cas d'accident de quelque nature que ce soit.

Enfin, s'agissant de la compatibilité de la carrière avec la nouvelle rédaction du PPRI du Cher, celle ci sera assurée sous réserve, là encore, de l'insertion d'un paragraphe spécifique concernant le stockage des matériaux.

*Par conséquent, j'émet un **avis favorable** au projet sous réserve que l'arrêté d'exploitation intègre les prescriptions suivantes :*

1 – Ouvrage de franchissement du Cher.

L'ouvrage, composé de dalots et permettant le franchissement de la rivière Le Cher fera l'objet d'une autorisation d'occupation du DPF, à la demande de l'exploitant de la carrière, et dans les conditions fixées par un arrêté spécifique portant autorisation d'occupation temporaire. Cette occupation donnera lieu au versement d'une redevance domaniale.

L'ouvrage sera retiré par l'exploitant de la carrière à la fin de l'exploitation, et les lieux seront remis dans leur état antérieur à l'installation de l'ouvrage.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour interdire toute circulation publique sur son ouvrage, et il sera le seul responsable de tout accident qui pourrait subvenir du fait de la présence de cet ouvrage.

2- Dépôts de déblais et matériaux.

Les déblais et matériaux extraits seront disposés, dans l'attente de leur évacuation ou de la remise en état du site, de manière à ne pas aggraver les conditions d'écoulement en cas de crue, pour ce qui concerne la hauteur de submersion comme pour la vitesse d'écoulement. »

Ces dispositions sont reprises au chapitre 1.3 et à l'article 7.3.1.4 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport

L'espace de mobilité couvre une surface de l'ordre de 10 ha. Dans un souci de cohérence, le service instructeur propose que le périmètre d'autorisation exclut cet espace de mobilité. Cela se traduit par le tracé d'un nouveau périmètre d'autorisation sur le plan cadastral, joint en annexe 2, mentionne le nouveau périmètre de cette carrière.

4 – MESURES PRISES POUR PROTEGER L'ENVIRONNEMENT.

Les principales mesures prises, ou prévues par le pétitionnaire, pour protéger l'environnement, ainsi que, le cas échéant, les propositions supplémentaires du service instructeur sont exposées ci-après :

4.1 Méthode d'exploitation et de remise en état.

Les principales mesures prises pour protéger l'environnement, mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, sont exposées ci-après :

Les installations de traitement des matériaux sont implantées entre les parties sollicitées en renouvellement et en extension. Elles sont exclues de l'instruction du présent dossier.

Le tout venant sera extrait à la dragueline. Il sera repris après égouttage au chargeur pour être mis en trémie, d'où il sera convoyé par bandes transporteuses vers l'installation de traitement ou il sera lavé et concassé pour produire les granulométries attendues sur le marché.

L'exploitation sera réalisée en 6 phases :

La phase 1 comporte deux sous phases. La phase 1-A qui correspond au peu de matériau encore en place dans la partie en renouvellement, et la phase 1-B qui est la première phase de la partie en extension.

Cette partie en extension sera donc exploitée en 6 phases. L'exploitation évoluera du nord vers le sud-est. Ce phasage a été établi en fonction des contraintes hydrauliques, des épaisseurs de découverte, des contraintes de transport et des contraintes de réaménagement afin d'optimiser la coordination des opérations et d'éviter le stockage de matériaux de découverte.

La remise en état consiste en la réalisation de deux plans d'eau. L'un sur le périmètre sollicité en renouvellement, le second dans la partie relative à l'extension.

Les aménagements des berges, autour de ces deux plans d'eau, seront diversifiés afin de créer des milieux différents et d'accueillir de nombreuses espèces animales et végétales.

Les zones exondées serontensemencées pour favoriser la colonisation des espèces animales et végétales

Deux micro falaises, une sur chaque plan d'eau , seront conservées pour les oiseaux nicheurs, tels que les hirondelles de rivage.

L'habitat de l'Agrion de Mercure, situé au sud-est du périmètre d'extension sera conservé tout au long de l'exploitation (zone non exploitée) et conservée par la suite. Il s'agit d'une zone de prairie riche en arbres têtards qui seront conservés tout au long de l'exploitation.

En compensation des haies bocagères détruites, des haies seront plantées avec des essences locales et appropriées au milieu humide.

Il sera créé une zone humide diversifiée (plan d'eau roselière, prairies humides...) qui participera à la compensation de la disparition des zones humides en France.

Le chemin pédestre et cycliste sera reconstruit en assurant la continuité entre le GR du pays St Amandois et le GR 41. Ce chemin sera aménagé en cohérence avec le chemin que le Conseil Général aura mis en place tout au long du Canal du Berry.

Ces dispositions de remise en état sont reprises au chapitre 2.4 et à l'article 2.1.2 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport. Le plan de remise en état est joint en annexe 3 du présent rapport.

4.2 Gestion de l'eau sur le site.

Seules les eaux météorites sont à prendre en compte dans ce projet. En effet les installations de traitement et de lavage des matériaux sont implantées sur des parcelles situées hors du périmètre d'exploitation de la carrière.

Les mesures suivantes seront prises pour limiter l'impact de la carrière sur les eaux superficielles :

- entretien et ravitaillement des engins sur une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures,
- pas d'exploitation dans le fuseau de mobilité de la rivière « Le Cher »,
- réaménagement coordonné pour limiter au maximum les stocks temporaires de matériaux de découverte.

4.3 Le Bruit.

Les émissions sonores générées par la carrière auront pour origine l'évolution des engins dans la zone d'extraction ou lors des travaux de réaménagement.

Les sources de bruit des installations de traitement des matériaux (hors du périmètre d'exploitation mais contigu à celui-ci) ne seront pas modifiées.

Les modélisations théoriques de la propagation du bruit montrent que l'impact sonore à venir sera réduit par rapport à l'impact actuel compte tenu de l'éloignement de l'activité par rapport aux habitations.

Le site fonctionnera du lundi au vendredi, hors week-ends et jours fériés, dans la plage horaire de 7h00 à 18h00.

Le matériel utilisé est conforme à la réglementation en vigueur. Les niveaux sonores font l'objet d'un contrôle régulier et les résultats des mesures réalisées sont conformes aux valeurs fixées par la réglementation.

Les dispositions prises jusqu'à aujourd'hui par le pétitionnaire pour limiter l'impact sonore de ses installations seront maintenues :

- évacuation du tout venant par bandes transporteuses,
- alternance entre les travaux de réaménagement et ceux d'extraction,
- engins équipés d'avertisseurs sonores de basse fréquence,
- maintien du contrôle régulier des émissions sonores,
- respect des horaires de fonctionnement diurne de la carrière,

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation, joint au présent rapport, prescrit, en son article 9.2.4.1 la réalisation d'un contrôle des niveaux sonores dans l'environnement du site dans les six mois suivant sa notification à l'exploitant, puis tous les trois ans.

4.4 L'air

Les principales émissions atmosphériques peuvent être liées aux rejets des gaz d'échappement des engins et des camions et/ou aux émissions de poussières dues à l'extraction des sables, au roulage des engins et des camions sur la carrière et le chemin d'accès.

L'exploitation en eau, la remise en état coordonnée pour réduire les surfaces en chantier, la vitesse limitée à l'intérieur du site (20 km/h), l'entretien des pistes et leur arrosage régulier des pistes par temps sec et venteux (citerne d'eau mobile) permettront de limiter les émissions de poussières.

Des mesures d'empoussiérage seront également réalisées chaque année, au titre du code du travail.

4.5 Le trafic routier.

Le trafic routier est lié à la production de matériaux issue des installations de traitement. Les installations de traitement sont implantées à La Perche. Elles traitent également les matériaux de la carrière d'Epineuil le Fleuriel appartenant au même exploitant. Sa capacité maximale est de l'ordre de 120 000 t/an. La production maximale sollicitée du site de La Perche est donc plus faible que celle initialement autorisée du fait de l'exclusion de l'espace de mobilité de la rivière « Le Cher ». Le trafic induit par cette carrière sera donc moindre que le trafic actuel.

Hormis quelques clients locaux, les clients proviennent principalement de St Amand Montrond et de Montluçon. Ils accèdent aux installations par la RD 2144 et le chemin rural dit de « La Perche ». Cet itinéraire ne passe pas dans les bourgs des communes les plus proches.

4.6 Faune Flore.

Le projet d'extension a été adapté pour éviter certains secteurs jugés plus sensibles. L'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 détaille les différents types d'impacts possible et conclut de manière pertinente en l'absence d'incidence significative du projet sur les habitats et espèces ayant justifié la désignation du site.

Concernant le Grand Capricorne, espèce d'intérêt communautaire, un dossier de demande de dérogation à sa protection stricte a été instruit et a abouti à la signature d'un arrêté préfectoral en date du 26 juillet 2013 autorisant la dérogation.

Les prescriptions qui s'y rapportent sont à l'article 9.4.2 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

4.7 Conformité au SDAGE, au PPRI et au Schéma des carrières.

Les dispositions particulières du SDAGE en matière de réduction des extractions de granulats en lit majeur des cours d'eau sont exposées dans le dossier. La compatibilité du projet avec ces dispositions ne peut être évaluée par le pétitionnaire dans son dossier. Elle est conditionnée par la disponibilité des quotas encore extractibles en lit majeur. A ce jour, la disponibilité des tonnages autorisables permet d'autoriser les tonnages sollicités par l'exploitant.

Le projet est compatible avec les lignes directrices du schéma départemental des carrières.

Le projet est compatible avec le PPRI de la rivière « Le Cher » modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2014.

4.8 Capacités techniques et financières.

Le groupe GUIGNARD exerce, par l'intermédiaire de ses filiales (SARL CARRIERES GUIGNARD et SARL LES SABLIERES DE LA PERCHE), des activités d'extraction de matériaux sur les départements du Cher et de l'Indre. Il dispose d'un matériel adapté à l'activité en question : chargeurs, brise roche, pelles hydrauliques, camions de chantier, etc,

Le dossier comprend en particulier une attestation de la Banque de France qui stipule que « *La capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers est très forte.* »

5 – GARANTIES FINANCIERES.

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant. Les éléments fournis dans le dossier ont permis d'estimer les garanties financières à mettre en place pour chaque phase quinquennale par la SARL Les sablières de La Perche.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période : ce montant inclus la TVA (Indice TP01 de juin 2007).

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La formule de calcul utilisée est :

$$CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + L C3) \text{ €}$$

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires des berges diminuée des linéaires des berges remises en état.

α = Index (1+TVA_R) / Index 0 (1+TVA₀) avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index0 : indice TP01 de février 1998 soit 416.2 ;

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

TVA₀ : taux de la TVA applicable en février 1998 soit 0.206.

L'autorisation a été sollicitée pour une durée de 28 ans, 5 périodes quinquennales et une période de 3 ans sont considérées.

Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour chaque période et propose de retenir les valeurs du tableau ci après.

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. La valeur de α a été recalculée sur la base de l'indice TP01 du 1^{er} juin 2014 (TP01 = 700,4). Cet indice étant le dernier connu.

Le montant de ces garanties financières prend en compte les modifications apportées au projet (en particulier la réduction du tonnage annuel et l'exclusion des parcelles situées dans l'espace de mobilité).

Périodes	S1 (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ha)	L (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC
1	1,58	1,657	590	123 975,50
2	1,02	1,326	990	122 601,93
3	0,755	1,745	1060	137 945,19
4	0,680	1,670	665	112 540,59
5	0,565	1,796	500	106 535,60
6	0,455	0,600	320	48 513,20

6 – AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'examen de ce dossier fait ressortir :

- que cette demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R.512-2 à 512-24 du Code de l'Environnement.
- que le dossier établi fait ressortir que la poursuite de l'exploitation de ce site ne générera pas d'impact supplémentaire susceptible de porter atteinte à la santé des habitants, tant au niveau de l'eau, de l'air, que du bruit ou des déchets,
- que les mesures proposées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que les dispositions complémentaires envisagées dans le projet d'arrêté préfectoral sont en mesure de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,
- que le pétitionnaire détient, par contrat de forage, la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains concernés par le projet,
- que l'exploitation sera réalisée hors de l'espace de mobilité de la rivière « Le Cher »,
- que la détermination de l'espace de mobilité durant la procédure a abouti à une diminution de l'ordre de 10 hectares de la surface exploitable et d'une diminution de la production moyenne annuelle de 60 000 à 36 000 tonnes, et que la réduction du périmètre d'exploitation, en partie sud, avait déjà été prise en compte par l'exploitant dans son dossier,
- que la diminution de la production moyenne annuelle va induire une diminution du trafic routier,
- que la durée d'exploitation de 28 ans est compatible avec le volume de matériaux à extraire,
- que le projet est conforme aux documents d'urbanisme des communes de La Perche et Ainay le Vieil, au SDAGE approuvé le 18 novembre 2009 et au Schéma Départemental des Carrières approuvé le 7 mars 2000,
- que Le SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015, instaure un ensemble de dispositions visant à limiter et encadrer les extractions de matériaux de carrières en lit majeur.
- que le tonnage maximum annuel sollicité par la présente demande étant de 36 000 tonnes, il est compatible avec la disposition ID2 du SDAGE Loire Bretagne 2010 - 2015.

Enfin, sur le plan économique, la proximité du projet des entreprises utilisatrices locales permet à ces dernières de pérenniser leur approvisionnement en granulats alluvionnaires, mais également de satisfaire à leurs obligations, notamment en terme de réduction des émissions de gaz à effets de serre lié au transport des matériaux.

En conséquence, le service instructeur émet un avis favorable à cette demande d'autorisation. Il attire toutefois l'attention des membres de la commission sur la nécessité de redélimiter le périmètre à autoriser afin de tenir compte des propositions sus visées.

Les superficies des parcelles impactées par cette proposition de réduction, indiquées dans l'article 1.2.2 du projet d'arrêté préfectoral, ont été estimées par le service instructeur.

Un plan de bornage est demandé à l'article 2.2.2 du projet d'arrêté préfectoral pour déterminer le périmètre d'autorisation et la représentation de l'espace de mobilité.

7 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS.

En conséquence, et compte tenu des éléments exposés ci avant, la DREAL Centre propose à madame la préfète du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Ces prescriptions intègrent notamment les recommandations du commissaire enquêteur et les préconisations formulées par les services consultés lors de l'instruction de la présente demande.

En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame la préfète du Cher,
Pour le directeur régional et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale
du Cher et de l'Indre,

Signé